## L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI 4 OCTOBRE 1878.

### Plateforme Démocratique.

1. Que la paix, la prospérité et l'honneur de l'Etat de la Louisiane, réuni en convention, renouvelle tous les engagements contenus dans la plateforme du 22 juillet 1876 et particulièrement...

Nous engageons, par la présente, notre parti à l'accomplissement de toutes les obligations légales, émises par l'Etat de la Louisiane; et nous nous engageons à insister non plus énergiques efforts dans la direction de la prudence et d'une stricte économie du gouvernement, tendant spécialement vers l'abolition des taxes inutiles; la réduction des droits et salaires ministériels au point de n'en plus faire qu'une rémunération équitable et la réduction des taxes à la dernière limite possible avec les dépenses nécessaires du gouvernement; le maintien de la foi publique et la restriction du patronage dangereux de l'Exécutif d'Etat.

2. Résolu que l'intérêt des classes industrielles produisant la richesse est un intérêt suprême pour le peuple des Etats-Unis. Ceux dont le travail et l'esprit d'entreprise produisent la richesse doivent être assurés d'en jouir.

Notre plus chaude sympathie et assurance aux classes laborieuses qui ont été privées par l'emploi par la politique financière inique et une législation injuste du parti républicain, et nous engageons le parti démocrate au renversement de cette politique et à la restauration de leurs droits.

3. Que Francis T. Nicholls, par la manière habile et grave avec laquelle il a traité les nombreuses questions délicates surgissant du succès du parti de 1876 et ayant eu pour résultat l'établissement du gouvernement du peuple en Louisiane, mérite la reconnaissance de tous les Louisianais; que sa sagesse, sa prudence et sa modération dans l'administration des grands intérêts de l'Etat sont d'accord avec les principes énoncés par lui en acceptant la nomination et lui ont valu le respect de tous comme gouverneur de l'Etat le peuple de la Louisiane, qui donnera droit à l'appui de tous ceux qui aiment un bon gouvernement.

4. Que nous nous rappelons avec reconnaissance les efforts héroïques et patriotiques du Gén. F. W. Ogden et des soldats-citoyens de la Louisiane sous lui dans le rétablissement de la sécurité du gouvernement du peuple dans cet Etat;

5. Que le vote de la Louisiane aux élections de 1876 a été donné à Samuel J. Tilden pour la présidence et à Thomas A. Hendricks pour la vice-présidence par une majorité de plus de 8000 voix, et qu'il a été frauduleusement compté pour Rutherford B. Hayes et William A. Wheeler, sous le prétexte que le résultat avait été obtenu par l'intimidation et l'assassinat, et que le défaut du parti républicain de produire des témoins pour soutenir ces charges, quand il a été invité à le faire par le comité d'Potter, est une confession de son impuissance à soutenir ses allégations et de la fausseté des accusations elles-mêmes, et que le résultat de l'enquête du dit comité est une preuve affirmative que ces charges et ces allégations étaient dépourvues de fondement.

6. Que la récente déclaration de W. P. Kellogg, comme sénateur de cet Etat a été un acte de parti pour un but éphémère de parti et une violation de la Constitution qui assure à chaque Etat deux sénateurs; que longtemps avant l'admission de Kellogg il avait été établi d'une manière concluante que l'assemblé générale de Nicholls était la véritable et la seule Législature de la Louisiane; que dans l'opinion de cette convention, le Sénat des Etat-Unis n'était pas compétent, par une reconnaissance rétroactive, à valoriser une élection déclarée dont l'existence n'a pas laissé de traces dans les livres de Statuts de l'Etat et qui s'est dissoute sans avoir été reconnue nulle part et qu'en vue du caractère sans précédent de cette affaire, une révision est due par le Sénat à la justice.

7. Que nous regardons avec un sérieux mécontentement l'indifférence et l'opposition des membres du Congrès national à un système d'améliorations intérieures pour restaurer la prospérité des états du Sud et du Sud-Ouest, et nous félicitons après de nos sénateurs et représentants pour qu'ils réunissent leurs efforts afin d'obtenir l'assistance du gouvernement national en faveur du chemin du Pacifique et Texas et en faveur d'un système de levées de nature à protéger les terres d'alluvion de la Vallée du Mississippi contre les inondations, et en faveur d'une navigation en rapport avec les besoins du commerce, ces travaux ayant un caractère national et en dehors du contrôle des gouvernements d'Etat.

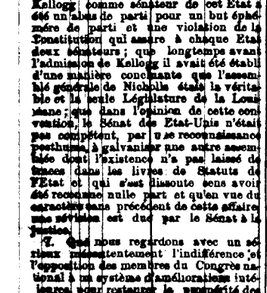
8. Que nous endossons cordialement le mémoire de la chambre de commerce de la Nle-Orléans au Congrès en faveur d'une ligne de steamers avec le Brésil, engageant nos représentants au Congrès à faire valoir pour la dite ligne le contrat de la malle par la Nle-Orléans, avec les subventions qui a été demandée afin de faciliter l'ouverture de ce commerce d'une si grande importance pour l'Ouest et pour le Sud.

9. Résolu, que la démocratie de la Louisiane demande que le système de banque nationale soit aboli et que les billets des banques nationales soient retirés et qu'à leur place le gouvernement des Etats-Unis émette un montant égal en billets du Trésor communément appelés greenbacks, et demande en même temps le rappel sans condition des lois imposant une taxe sur la circulation des banques d'Etat.

10. Résolu que, Nous demandons aussi le rappel immédiat et sans condition de l'acte de reprise et nous sommes fraternellement opposés à la politique ruineuse poursuivie par le parti républicain, par laquelle le volume de la circulation a été réduit de beaucoup au dessous des besoins commerciaux du pays, et par laquelle aussi les faillites, la baisse des affaires, la rareté du travail ont été et sont la juste gages du pouvoir ont été réduite; que c'est l'opinion de cette convention que tous les bons et obligations du gouvernement national doivent être payés en billets du Trésor des Etats-Unis, excepté quand il en a été disposé autrement dans la loi originale sous laquelle ils ont été émis; nous demandons en outre le rappel de toutes les lois passées subséquemment à la loi originale créant la dette publique, par laquelle les obligations du contrat ont été rendues plus onéreuses.

11. Résolu que dans le jugement de cette convention la législature de cet Etat devrait dans sa prochaine session s'efforcer à l'appel et à la réunion d'une convention le plus tôt possible, pour faire et établir une nouvelle constitution pour l'Etat de la Louisiane.

12. Résolu qu'en favorisant la convocation d'une convention constitutionnelle on ne se propose pas de remplacer les officiers actuellement en fonction dans le gouvernement d'Etat.


SOLE AGENTS FOR THE UNITED STATES

Agent, agents pour MARTELL & CO. à Cognac et BECHENAUER & CO. à BORDEAUX. En vente à la Nouvelle-Orléans chez U. Bossett et chez tous les négociants en vins.

7nov—41 1m—1an

COMPAGNIE D'ASSURANCE

—DES—

"FACTORS AND TRADERS,"

29.....RUE CAROND'LET.....29

Actif, 30 avril '78: $1,288,316.14

ED. A. PALFREY, Président.

JNO. CHAFFE, Vice-Président.

THOS. F. WALKER, Secrétaire.

DIRECTEURS:

| | |
|---|---|
| John I. Moble, | B. F. Eschleman, |
| John Chaffe, | Wm. C. Black, |
| Richard Milliken, | Charles Chaffe, |
| J. I. Warren, | L. C. Jarvy, |
| Samuel Friedlander, | Wm. Hartwell, |
| A. A. Yates, | C. J. Leeds, |
| R. M. Walmsley | A. T. Faria, |
| A. H. May, | Joseph Bowling. |
| T. Lyle Lyon, | A. M. Bickham, |
| Samuel H. Boyd | Henry Abraham, |
| Joseph McElroy, | Louis Bush, |
| William J. Behan, | A. Brieste. |

22 mai—1m G. W. Smith


Aux départements d'incendie de l'Union et à toutes autres organisations charitables de même but.

L'ASSOCIATION [illegible] de l'Union et à toutes autres organisations charitables de même but.

[illegible] Avec [illegible] millions [illegible] actifs et comptés, et [illegible] ses [illegible] les [illegible] [illegible] [illegible]